Pharmacie au Maghreb: un modèle économique dépassé...

Compte Test - 2013-03-04 10:18:00 - Vu sur pharmacie.ma

Les visiteurs du cimetière Père la Chaise peuvent lire sur une des tombes: " Je vous ai bien dit que j'étais malade". Cet épitaphe résumerait, presque à lui seule, la situation vers laquelle s'achemine lentement mais sûrement le pharmacie d'officine au Maroc. En effet, depuis au moins deux décennies, les pharmaciens et leurs instances professionnelles n'ont cessé d'interpeller l'administration sur l'urgence de trouver des solutions à leurs maux et éviter l'hécatombe, mais sans succès. En effet, l'augmentation exponentielle du nombre de pharmacies, une fiscalité inadaptée et les atteintes au monopole du pharmacien sont les principales causes ayant précipité cette profession dans la crise actuelle. Aujourd'hui, cette situation risque d'atteindre un point de non retour avec le projet de Politique Pharmaceutique Nationale et la baisse des prix des médicaments qui va l'accompagner. Lors de la séance inaugurale du salon Officine Expo qui s'est tenue les 1 et 2 mars 2013, la problématique de l'impact des prix des médicaments sur la viabilité de l'officine a été largement évoquée. Tout au long de cette rencontre, les congressistes ont pu suivre un benchmark du mode de rémunération du pharmacien d'officine dans trois pays du Maghreb (le Maroc, la Tunisie et l'Algérie) ainsi que la France et la Suisse. Le pharmacien helvétique a su globalement tirer son épingle du jeu grâce à sa capacité de s'adapter à un contexte qui lui était de plus en plus hostile. Il a pu passer, en une vingtaine d'années, d'un modèle économique purement commercial basé sur des marges prélevées sur les ventes en médicaments comme c'est le cas actuellement au Maroc à un modèle mixte où les prestations assurées par le pharmacien génèrent un revenu qui vient s'ajouter à la marge commerciale. Le cas français est également très intéressant. Les pharmaciens de l'hexagone mettraient un peu plus de temps que leurs homologues suisses avant de changer de mode de rémunération. Ils ont néanmoins bien avancé puisqu'ils perçoivent une prime relative à leur contribution dans la substitution des princeps par leurs génériques et perçoivent également une indemnité pour chaque ligne d'ordonnance dispensée. Depuis peu, ils ont commencé à toucher un forfait annuel relatif à leur contribution dans la prise en charge des patients sous anticoagulants, dont la compliance aux traitements était en deçà des attentes de leurs médecins traitants. A la différence des deux pays précités, les modèles de rémunération en vigueur dans les différents pays du Maghreb, sont basés uniquement sur la marge économique perçue par les pharmaciens sur les médicaments. Leurs revenus sont, de ce fait, étroitement liés à leur chiffre d'affaire annuel. Ainsi, toute politique d'amélioration de l'accès aux soins qui ne prendrait pas en compte ce lien direct et exclusif entre la rémunération du pharmacien et son volume de vente, compromettrait irrévocablement la viabilité de l'officine. La situation économique précaire des pharmaciens dans ces trois pays doit inciter les décideurs politiques à élaborer, en étroite collaboration avec les professionnels, une stratégie pour sauver cette profession. Cela est d'autant plus urgent, que dans ces pays où le pouvoir d'achat des citoyens est faible, le pharmacien d'officine se retrouve régulièrement sollicité en première ligne. Aujourd'hui, on peut dire que si le citoyen maghrébin fait entièrement confiance au pharmacien d'officine, les politiques, eux, tardent à lui donner les moyens de jouer amplement son rôle. Pharmanews n°177: Lire la suite (+): [lien](#)